**PROJET DE MARCHE N° B26-00113-ES**

**ENTRE**

**LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**, établissement public de recherche à caractère scientifique technique et industriel,

dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15ème,

immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019

représenté par Monsieur François LEGALLAND,

agissant en qualité de Directeur du CEA Grenoble,

ci-après dénommé « **le CEA** »

**d'une part,**

**ET**

**La société** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_,

dont le siège social est situé \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_,

immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ sous le numéro R.C.S \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_,

représentée par Madame/ Monsieur \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, agissant en qualité de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_,

ci-après dénommée « **le Titulaire »**

**d'autre part,**

**Il a été convenu et arrêté ce qui suit :**

**SOMMAIRE**

[Article 1 - OBJET 3](#_Toc218849939)

[Article 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS 3](#_Toc218849940)

[Article 3 - CORRESPONDANTS 3](#_Toc218849941)

[Article 4 - ETENDUE DES TRAVAUX 4](#_Toc218849942)

[Article 5 - DUREE 4](#_Toc218849943)

[Article 6 - CLAUSE D’INSERTION ET D’EMPLOI 5](#_Toc218849944)

[Article 7 - MODALITES D’EXECUTION DES TRAVAUX 5](#_Toc218849945)

[Article 8 - CONDITIONS D'EXECUTION 7](#_Toc218849946)

[Article 9 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE 8](#_Toc218849947)

[Article 10 - REMISE DE DOCUMENTS 9](#_Toc218849948)

[Article 11 - REUNIONS 9](#_Toc218849949)

[Article 12 - MONTAGE - INSTALLATION DES FOURNITURES 10](#_Toc218849950)

[Article 13 - RECEPTION DES TRAVAUX 10](#_Toc218849951)

[Article 14 - GARANTIES 10](#_Toc218849952)

[Article 15 - ASSURANCES 11](#_Toc218849953)

[Article 16 - DELAI OU PLANNING GENERAL DE REALISATION 11](#_Toc218849954)

[Article 17 - MONTANT 11](#_Toc218849955)

[Article 18 - REVISION DES PRIX 11](#_Toc218849956)

[Article 19 - PENALITES 12](#_Toc218849957)

[Article 20 - – CONDITIONS DE FACTURATION 13](#_Toc218849958)

[Article 21 - FACTURES - REGLEMENTS 13](#_Toc218849959)

[Article 22 - REGIME FISCAL 14](#_Toc218849960)

[Article 23 - JURIDICTION COMPETENTE 14](#_Toc218849961)

[Article 24 - CONCLUSION DU MARCHE 14](#_Toc218849962)

# 

# OBJET

Le présent accord-cadre mono-attributaire a pour objet de fixer les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, **la réalisation des travaux de courant fort et courant faible dans le cadre des opérations de maintenance et de petits travaux associés des bâtiments** du CEA/Grenoble.

Ces travaux sont réalisés pour le compte des unités du site du CEA/Grenoble.

Le présent accord-cadre s’exécutera sur la base de marchés subséquents, dans les conditions prévues à l’article 7 du présent accord. Il est conclu sans engagement minimum autant en matière d’engagement financier qu’en matière de volume de prestation.

Les travaux réalisés sur la base des marchés subséquents sont plafonnés à 40 000 € HT par marché subséquent.

# DOCUMENTS CONTRACTUELS

* 1. Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :
* les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
* le dossier de consultation référencé « B26-00113-ES DCE » avec, faisant partie intégrante, les prescriptions techniques du marché et leurs annexes :
  + le cahier des charges référencé « CDC ACCFOCFA LOT1 2026 » en date du 06/02/2026,
  + le Bordereau de Prix Unitaire référencé « BPU CFO CFA - M1 - 2026 01 21 » en date du 22/01/2026,
* les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A et le règlement intérieur;
* les Conditions Générales d’Achat (CGA) du CEA (édition de janvier 2022);
* le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP)
* les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.) ;
* à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, ***(à compléter par le soumissionnaire)***

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

* 1. Les annexes suivantes font partie intégrante du présent marché :
* Annexe n°1 « Demande d'acceptation d'un sous-traitant »,
* Annexe n°2 « Spécifications pour la livraison d'équipements électriques au CEA Grenoble »,
* Annexe n°3 « BPU CFOCFA LOT 1 2026 »
* Annexe n°4 « Insertion et emploi »,

# CORRESPONDANTS

* 1. **Pilote du contrat du CEA**
* Mme DHELLEMME Sarah – DPEI/SPPEP/GPP - Tél. : 04.38.78.40.24

E-mail : [sarah.dhellemme@cea.fr](mailto:sarah.dhellemme@cea.fr)

* 1. **Correspondant technique du CEA**
* M. VIGNERON Sylvain - DPEI/SSTM/Chef groupe ELEC- Tél. : 04.38.78.09.82

E-mail : [sylvain.vigneron@cea.fr](mailto:sylvain.vigneron@cea.fr)

* 1. **Correspondants commerciaux du CEA**
* M. SCHEIWE Enzo – Service des Marchés et Achats – Tél. : 04.38.78.36.42

E-mail : [enzo.scheiwe@cea.fr](mailto:enzo.scheiwe@cea.fr)

* M. YHUEL Steven – Service des Marchés et Achats – Tél. : 04.38.78.95.74

E-mail : [steven.yhuel@cea.fr](mailto:steven.yhuel@cea.fr)

* 1. **Comptabilité fournisseur**

*Comptabilité fournisseur :* Tél : 01 69 08 47 50

*Email :* [S3C-Fournisseur\_GRE@cea.fr](mailto:S3C-Fournisseur_GRE@cea.fr)

RELANCES@cea.fr

* 1. **Correspondant du Titulaire**
* M.\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ - Tél. : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

E-mail : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ ***(à compléter par le soumissionnaire)***

Le Titulaire désigne un responsable qui est le seul interlocuteur du CEA pour la réalisation des Prestations.

Ce responsable a pour rôle :

- d’encadrer le personnel du Titulaire et de définir les tâches qu’il doit accomplir,

- de faire respecter les consignes de sécurité,

- d’assurer les relations avec le CEA,

Au cas où le correspondant du Titulaire est remplacé, ce dernier s’engage à avertir le CEA au moins un mois à l’avance. Une période de recouvrement d'une durée minimum d'un mois est effectuée, à la charge financière du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d’expérience au moins équivalentes.

Les changements sont notifiés par lettre recommandée avec avis de réception et prennent effet dès la date de réception de ladite lettre.

# ETENDUE DES TRAVAUX

Les prestations, objet du présent accord-cadre, concernent la réalisation de travaux de courant fort et courant faible dans le cadre d’opérations courantes d’aménagement, d’entretien et de maintenance des bâtiments du CEA/Grenoble.

Elles s’exécutent sur la base du Bordereau de Prix Unitaires joint en annexe n°3 du présent accord-cadre qui définit les caractéristiques techniques des matériels et les conditions d’exécution des travaux sur les bâtiments du site.

Les Prestations, dont le Titulaire assure l'exécution et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA selon les conditions définies dans le cahier des charges susvisé. Si le résultat prévu n’est pas atteint, le CEA peut prononcer, à tout moment, la résiliation du présent accord-cadre, sans formalités juridiques ou judiciaires préalables et sans préjudice de dommage et intérêts éventuels.

Le Titulaire s’engage à réaliser l’ensemble des travaux conformément au cahier des charges visé à l’article 2 du présent accord-cadre.

Le Titulaire ne doit en aucun cas entreprendre des travaux en dehors de ceux définis dans le cahier des charges visé à l’article 2, sans l’accord préalable et écrit du CEA.

# DUREE

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de 2 ans à compter du 01/05/2026.

Il comprend les tranches optionnelles suivantes :

- Tranche optionnelle n°1 : prolongation de 1 an supplémentaire de la durée du présent accord-cadre soit jusqu’au 31/04/2029

- Tranche optionnelle n°2 : prolongation de 1 an supplémentaire de la durée du présent accord-cadre soit jusqu’au 31/04/2030

Le CEA affermit la(es) tranche(s) optionnelle(s), si besoin, par lettre recommandée avec demande d’accusé réception dans un délai d’au moins trois (3) mois avant le terme de l’accord-cadre.

Le non-affermissement de la (ou des) tranche(s) optionnelle(s) ne donne lieu à aucune indemnité au profit du Titulaire.

# CLAUSE D’INSERTION ET D’EMPLOI

Le CEA souhaite impliquer le Titulaire, à l'occasion de l'exécution du marché, dans sa politique en vue de promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion sociale. Il a donc décidé de faire application des dispositions des articles L2111-1 et L2112-2 du Code de la commande publique en incluant une clause obligatoire visant à promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d’insertion professionnelle et à lutter contre le chômage.

Afin de participer à cette action d'insertion, le Titulaire s'engage à réserver aux personnes visées par l’annexe 4 du présent marché « Insertion et emploi », **3 200 heures de travail sur la durée du marché.**

Le nombre d’heures indiqué ci-dessus constitue un minimum obligatoire. Le Titulaire est libre de réserver un volume plus important.

L’annexe 4 du présent marché précise les modalités de mise en œuvre de cette clause d’exécution et les conditions de son contrôle.

**Contact et renseignements :**

Le CEA dans le cadre de l’exécution de la clause sociale est représenté par :

Le Service Ressource et Développement pour l'Emploi de Grenoble Alpes Métropole

Contact :  Maryline GUIGNARD – Chargée Mission Clauses Emploi

Tél : 04.85 59 95 70 et 07 88 22 90 01

Mail : [maryline.guignard@grenoblealpesmetropole.fr](mailto:maryline.guignard@grenoblealpesmetropole.fr)

Il est précisé que cet engagement ne constitue pas une cause de limitation ou de diminution de la responsabilité du Titulaire dans l'exécution du marché.

# MODALITES D’EXECUTION DES TRAVAUX

* 1. **Généralités**

Le présent accord cadre est mis en œuvre au moyen de marchés subséquents que le CEA contractualise selon ses besoins.

Le CEA ne s’engage pas sur une quantité minimale ou maximale de marchés subséquents pendant la durée du présent accord cadre, le Titulaire ne peut donc prétendre à aucune indemnisation à ce titre.

Le CEA se réserve le droit de passer commande auprès d’un autre opérateur économique pendant toute la durée de l’accord-cadre pour les Travaux objets de celui-ci, notamment dans le cas où l’offre des Titulaires ne satisfait pas aux exigences du CEA pour le marché subséquent, ou en cas d’incapacité à répondre aux contraintes de planning travaux de ceux-ci dûment justifiée.

Le montant total des marchés subséquents pour la durée initiale et pour toute la période de reconduction de l’accord-cadre ne saurait excéder le montant défini à l’article 17 du présent accord.

Le présent accord fixe conformément à l’article 17 un montant plafond à chaque marché subséquent. Pour tout besoin excédant ce plafond, le CEA procède par voie de mise en concurrence en dehors de l’application du présent accord-cadre.

Le Titulaire s’engage à honorer l’ensemble des marchés subséquents émis par le CEA pendant la durée de l’accord-cadre, et ce, même si le délai d’exécution du marché subséquent va au-delà de la date de fin de l’accord-cadre.

**7.2 -** Pour chaque demande de travaux, le CEA adresse au Titulaire des spécifications techniques ou des plans en précisant le lieu, le délai d’intervention et la nature des travaux à réaliser.

A réception de la demande du CEA, le Titulaire transmet en retour un devis détaillé indiquant :

- la date d’intervention,

- la durée d’exécution des travaux,

- le montant forfaitaire décomposé suivant le Bordereau de Prix Unitaires joint en annexe n°3 (référence, désignation, prix unitaire et quantité), éventuellement majoré des coefficients définis dans la même annexe selon les modes et conditions de pose.

Chaque poste du devis doit faire référence à la ligne correspondante du Bordereau de Prix Unitaires et mentionner les quantités mises en œuvre.

**7.3 -** Les demandes de travaux font l’objet d’une demande d’intervention émise par le CEA et valant acceptation des devis présentés par le Titulaire. Le Titulaire ne peut procéder à l’exécution des travaux qu’après avoir reçu une demande d’intervention du CEA signée par le représentant dûment habilité.

Les demandes d’intervention portent leur propre numéro et font référence au présent accord-cadre dont toutes les dispositions sont applicables.

Chaque demande d’intervention établie par le CEA précise :

- le numéro d’affaire GESTAFF et le nom du chargé d’affaires CEA,

- la nature des travaux à réaliser et première analyse de risques

- le lieu d’exécution (bâtiment et local),

- le délai de réalisation (travaux urgents ou planifiés),

- le montant forfaitaire décomposé sur la base des prix unitaires du bordereau figurant en annexe n°3, éventuellement majorés des coefficients définis dans la même annexe selon les modes et conditions de pose,

- le numéro d’imputation budgétaire de l’unité du CEA.

**7.4 -** Il est précisé que les travaux réalisés dans le cadre du présent accord-cadre sont **plafonnés à 40.000 € HT** par demande de travaux. Pour les affaires d’un montant supérieur, le CEA procède à une mise en concurrence élargie. Ces travaux font l’objet d’une commande distincte ne faisant pas référence au présent accord-cadre.

**7.5 -** Pour les travaux à caractère urgent (évènements mettant en cause la sécurité des personnes et de biens ou présentant une gêne à l’exploitation), le Titulaire doit intervenir **dans les 4 heures** **ouvrées** à compter de la date de réception de la demande de travaux du CEA transmise par télécopie et indiquant explicitement « URGENT ».

Cette demande est ensuite régularisée par une demande d’intervention émise conformément aux dispositions de l’article 7.2.

**7.6 -** Le Titulaire a une obligation générale d’utiliser les postes du Bordereau de Prix Unitaires définis en annexe n°3.

Toute utilisation d’un matériel non référencé au Bordereau de Prix Unitaires doit être justifiée et soumise à l’accord préalable du CEA.

**7.7 -** Le Titulaire s’engage à mettre en œuvre des matériels neufs et conformes aux marques et types de matériels désignés au Bordereau de Prix Unitaires, la fourniture d’autres matériels devant revêtir un caractère exceptionnel.

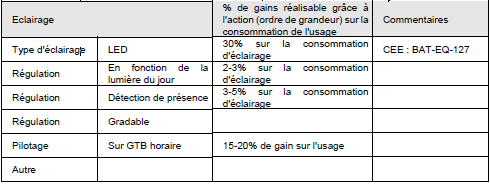
Dans le cas où la marque ou le type d’un matériel figurant au Bordereau de Prix Unitaires joint en annexe n°3 ne serait plus disponible, le Titulaire doit proposer au CEA, pour approbation, un matériel équivalent au même prix que celui du bordereau.

**7.8 -** Le Titulaire est tenu d’informer le CEA des évolutions ou des problèmes concernant le matériel spécifié au Bordereau de Prix Unitaires (modification de référence, arrêt de fabrication, anomalies récurrentes, délais d’approvisionnement anormaux) afin de permettre les mises à jour nécessaires de ce dernier.

Chaque nouvel article doit faire l’objet d’un référencement (numéro, désignation, prix) afin d’être intégré au Bordereau de Prix Unitaires par le CEA selon les dispositions prévues et utilisé dans des devis ultérieurs.

**7.9 – Certificats d’Economie d’Energie (CEE)**

Les travaux objet du présent marché sont susceptibles de générer des Certificats d’Économies d’Énergie (CEE). Sont uniquement cernées par cet article les demandes de travaux estimées supérieures à 10 000 €HT, des typologies suivantes :



Les CEE générés dans le cadre de l’exécution du présent marché sont attribués exclusivement au CEA, qui en est l’unique bénéficiaire.

À ce titre, le titulaire renonce expressément à toute revendication présente ou future sur les CEE générés par les travaux.

Le titulaire s’engage à :

* Concevoir et exécuter les travaux dans le respect des fiches d’opérations standardisées CEE applicables, le cas échéant ;
* Fournir l’ensemble des éléments techniques, administratifs et justificatifs nécessaires à la constitution des dossiers de demande de CEE (fiches techniques, attestations sur l’honneur, factures détaillées, procès-verbaux de réception, etc.) ;
* Faciliter toute démarche engagée par le maître d’ouvrage ou son mandataire en vue de la valorisation des CEE.

# CONDITIONS D'EXECUTION

* 1. **Connaissance des lieux**

Le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance des spécifications techniques locales pour exécuter les Travaux. Il est toujours réputé s'être assuré sur place de l'exactitude des cotes et des indications des plans et descriptifs qui lui sont remis par le CEA ainsi que de la possibilité de les suivre strictement.

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du présent marché, le Titulaire reconnait avoir reçu, tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour établir son prix forfaitaire.

Il reconnaît également avoir reçu du CEA toutes les indications qui lui sont nécessaires pour réaliser les ouvrages, notamment en ce qui concerne leur place et leur rôle.

Par conséquent, le Titulaire ne peut en aucun cas prétendre à un supplément de prix par suite, soit d’insuffisance de description, soit de difficulté d’accès ou d’organisation due aux particularités du chantier.

* 1. **Conformité aux normes**

Les Travaux doivent être exécutés conformément aux règles de l'art, aux prescriptions des normes NF, des documents techniques unifiés (DTU) et des Eurocodes en vigueur.

Le matériel fourni doit être conforme aux normes de sécurité électrique (électrisation et échauffement) en vigueur en France. Il présente une sécurité absolue de fonctionnement et de fiabilité, compte tenu de l’utilisation envisagée. Il doit être en tout point conforme aux dispositions réglementaires prises en application du Code du Travail. Tout élément du matériel est accompagné de sa documentation technique complète en langue française et en particulier des prescriptions et consignes d'installation, de mise en service et d’utilisation. Sont également joints, les certificats de conformité d'épreuves et toutes attestations spécifiques ou réglementaires relatifs au matériel fourni ou élément du matériel fourni.

* 1. **Travaux en présence d’amiante**

Le Titulaire doit respecter les dispositions du Code de la Santé Publique relatives aux travaux réalisés en présence d’amiante. Il veille particulièrement au respect de la législation en matière de protection de l’environnement.

Le Titulaire s’engage à affecter un personnel compétent à la bonne exécution des Travaux, objet du présent marché. Il doit posséder la qualification requise pour ce genre de travail. Les travaux d’assainissement amiante ne sont réalisés que par du personnel permanent (CDI) du Titulaire, conformément aux textes législatifs.

Les textes de base évoqués dans les différents articles du présent document n’ont pas de caractère limitatif et ne sont qu’un rappel des principaux documents applicables.

* 1. **Installations provisoires de chantier sur le site du CEA**

Si le Titulaire prévoit, dans le cadre du présent marché, de mettre en place des installations provisoires de chantier sur le site du CEA (ex : bâtiment modulaire…), il doit préalablement signer une convention avec le CEA définissant les modalités et conditions de ces aménagements.

Le Titulaire doit prendre contact avec Mme Turchiarelli au 04.38.78.10.18 ou Mme Desgouis au 04.38.78.04.90 pour établir et signer cette convention.

Il est précisé que ces installations provisoires de chantier sont la propriété du Titulaire et doivent être installées et enlevées par ce dernier au terme du présent marché. Les frais d’installation et d’enlèvement de ces installations provisoires sont à la charge du Titulaire.

* 1. **Accès au Centre**

Les conditions d’accès au Centre sont définies dans les règles applicables aux Entreprises Extérieures visées à l’article 2 du présent marché, complétées par les dispositions du cahier des charges le cas échéant.

Ces dispositions ne donnent lieu à aucune indemnité au bénéfice du Titulaire qui, par ailleurs, ne peut s'en prévaloir pour justifier du non-respect de ses obligations contractuelles quelles qu'elles soient.

En début de chaque année, le CEA Grenoble fait connaître au Titulaire les dates de fermeture du Centre (environ 8 à 10 jours par an en plus des jours fériés).

Pour l’année 2026, les jours de fermeture sont les 2 janvier, 15 et 25 mai, 13 juillet, 14 août, 24, 28, 29, 30, 31 décembre.

Sauf autorisation expresse de la part du CEA, le Titulaire ne doit pas intervenir sur le site durant ces jours de fermeture.

# OBLIGATIONS DU TITULAIRE

* 1. **Respect par le Titulaire de la réglementation fiscale et sociale**

Le Titulaire s’engage à remettre :

* + lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa notification , jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
  + les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

* 1. **Respect par le Titulaire du marché de la réglementation en matière de détachement transnational de salariés**

Conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

* + une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
  + une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.
  1. **Sous-traitance**

Le Titulaire ne peut pas sous-traiter l’intégralité du marché.

Si le Titulaire sous-traite une partie des travaux prévus dans le cadre du présent marché, il doit remettre au CEA une demande d’acceptation de sous-traitant.

Le Titulaire ne peut présenter à l’acceptation du CEA que des entreprises répondant aux conditions fixées à l’article 7 des Conditions Générales d’Achat du CEA.

Le Titulaire doit remplir l’imprimé de demande d’acceptation de sous-traitant selon le modèle joint au présent marché et le transmettre, complet, au correspondant commercial du CEA, Service Achats, au plus tard 21 jours avant le démarrage des Travaux concernés.

Le Titulaire est tenu de faire respecter ses obligations contractuelles nées du présent marché par son (ou ses) sous-traitant(s).

* 1. **Restaurant d'entreprise**

Le personnel du Titulaire peut bénéficier des restaurants des salariés du CEA Grenoble, sous réserve de la signature par le Titulaire d'une convention de restauration. Le Titulaire doit prendre contact avec Mme Turchiarelli au 04.38.78.10.18 ou Mme Desgouis au 04.38.78.04.90 pour établir et signer cette convention. Le tarif est celui appliqué au personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site.

* 1. **Confidentialité**

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l’article 11 des Conditions Générales d’Achat du CEA.

* 1. **Zone à Faibles Emissions**

Le CEA Grenoble étant situé dans une Zone à Faibles Emissions (ZFE) pour les véhicules utilitaires légers et poids lourds, le Titulaire, son personnel et ses sous-traitants éventuels doivent se conformer à la réglementation au vigueur

# REMISE DE DOCUMENTS

* 1. **Format des documents**

Tous les dossiers remis par le Titulaire sont réalisés aux formats suivants (ou strictement compatibles) :

* Microsoft WORD (.docx) pour les documents de type texte,
* Microsoft EXCEL (.xlsx) pour les documents de type tableau de chiffres,
* Microsoft POWERPOINT (.pptx),
* Microsoft PROJECT sous WINDOWS (.mpp) pour les documents de type planning,
* AUTOCAD (.dwg) et PDF (.pdf) pour les documents dessinés.

Chacun d'eux sera remis au CEA sous format numérique et de 1 tirage sur support papier si demandé expressément.

* 1. **Documents CEA**

Les documents remis au Titulaire par le CEA sont rendus à ce dernier à l'échéance du marché ou en cas de dénonciation de celui-ci par l’une ou l’autre des parties.

# REUNIONS

Pour suivre l'exécution du marché, les parties tiennent des réunions dont la date de tenue est déterminée dans le cahier des charges. Sauf modification concertée, la périodicité est au minimum annuelle. Ces réunions permettent de traiter notamment les points suivants :

* état d'avancement des études et des travaux,
* respect des dispositions du cahier des charges,
* examen des problèmes rencontrés,
* suivi budgétaire,
* suivi du dossier Qualité.

Le Titulaire devra pouvoir détailler chacun des points ci-avant au travers d’une présentation communiquée 5 jours avant la date de la réunion annuelle.

Chaque réunion fait l'objet d'un compte rendu établi par le Titulaire. Ce compte rendu est soumis, dans un délai de 5 jours suivant la date de réunion, à l'accord préalable du CEA avant diffusion.

Dans certains cas, un relevé de décision est établi à l'issue de la réunion et visé par les deux parties pour une mise en application immédiate.

# MONTAGE - INSTALLATION DES FOURNITURES

L'installation et le montage des fournitures dans les locaux du CEA sont à la charge pleine et entière du Titulaire et doivent s'effectuer conformément aux dispositions de l’article 32 des Conditions Générales d’Achat du CEA.

# RECEPTION DES TRAVAUX

La réception est prévue à la fin des Travaux et fait l'objet d'un procès-verbal signé contradictoirement par les parties.

La date de signature du procès-verbal de réception est le point de départ de l'ensemble des garanties.

Il est fait application du Chapitre 11 des Conditions Générales d’Achat du CEA.

* 1. **Mise à disposition partielle**

Certains ouvrages ou parties d’ouvrages pourront faire l’objet d’une mise à disposition partielle, avant l’achèvement de l’ensemble des Travaux, dans les conditions précisées à l’article 34.2 des CGA.

# GARANTIES

Les garanties prévues au titre du présent marché sont les garanties légales et les garanties prévues au chapitre 11 des Conditions Générales d’Achat du CEA.

Il est rappelé à ce titre que le délai de garantie de parfait achèvement est d'un an à compter de la date d'effet de la réception, de deux ans pour la garantie de bon fonctionnement et de 10 ans pour la garantie résultant des articles 1792 et suivants du Code Civil.

Pendant ces délais de garantie, tous les frais de fourniture, de main d'œuvre et de déplacement du personnel sont à la charge du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à intervenir pour réparer les désordres au plus tard dans les \_\_ jours ouvrés suivant la réception d'un courrier électronique de demande d'intervention du CEA. Ces prestations sont effectuées tous les jours, du lundi au vendredi de 8 heures à 17 heures.

Il est entendu que l'envoi du courrier électronique doit être précédé d'un entretien téléphonique avec le responsable technique du Titulaire en vue d'un diagnostic.

Le personnel du Titulaire chargé des dépannages a libre accès aux installations, sous réserve du respect des clauses d'hygiène et de sécurité décrites dans les conditions générales du CEA et que les opérations n'apportent pas une gêne anormale aux utilisateurs.

A dater de la notification des désordres par le CEA, le Titulaire dispose d’un délai de 60 jours calendaires pour y remédier, sauf cas d’urgence (sécurité ou impératif de fonctionnement) où ce délai doit être réduit et sera défini d’un commun accord entre les parties. Passé ce délai, le CEA peut appliquer les pénalités mentionnées à l’article 19.2 - ci-après et faire procéder aux travaux par un tiers aux frais et risques du Titulaire.

En cas d'indisponibilité d’éléments d’équipements, la période de garantie de bon fonctionnement est prolongée d’une durée équivalente au temps d'arrêt des éléments d’équipement.

# ASSURANCES

Les obligations du Titulaire en matière d’assurance, qui s’appliquent à l'occasion de la prestation faisant l'objet du présent marché, sont régies par les dispositions du chapitre 12 des Conditions Générales d’Achat du CEA.

# DELAI OU PLANNING GENERAL DE REALISATION

Le planning final des travaux est fixé d’un commun accord avec le chargé d’affaires durant la phase de préparation du chantier.

# MONTANT

* 1. **Accord-cadre**

Le montant plafond de cet accord-cadre, tranche(s) optionnelle(s) de prolongation comprise(s), est fixé à 3 900 000 € HT pour l’ensemble des Titulaires. Le CEA ne s’engage sur aucun montant minimum total à commander au titre des marchés subséquents. Le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation à ce titre.

* 1. **Marchés subséquents**

*17.2.1- Conditions relatives aux prix*

Chaque marché subséquent conclu au titre du présent accord cadre est passé pour un montant ferme et forfaitaire.

Conformément à l’article 7 du présent accord cadre, ce montant est détaillé dans la proposition financière du Titulaire. Le Titulaire utilisera l’annexe n°3 du présent marché comme base de prix. Ces prix sont des prix plafonds et peuvent être optimisés lors de la consultation du marché subséquent.

*17.2.2 – Montant maximum d’un marché subséquent*

Le montant plafond de chaque marché subséquent conclu au titre du présent accord-cadre ne saurait être supérieur à 40 000 € HT (quarante mille euros hors taxes).

* 1. **Caractère des prix**

Les prix applicables au présent accord-cadre sont établis aux conditions économiques du mois de février 2026.

# REVISION DES PRIX

La part du montant des Travaux non réalisés et restant à effectuer peut être révisée annuellement, à la demande du Titulaire ou du CEA, à la date anniversaire de la notification du marché, dans le cadre et les limites de la réglementation des prix en vigueur ou à venir.

Les prix sont révisés dans la limite maximale de la formule suivante :

P = P0 x (0,20 + 0,80 x BT47)

BT470

dans laquelle :

P = Montant révisé de la part des Travaux non réalisés et restant à effectuer.

P0 = Montant initial, ou issu de la précédente révision de prix, de la part des Travaux non réalisés et restant à effectuer.

BT470 = Valeur de « l'index Electricité » (BT 47) à la date de notification du marché, puis, pour les révisions suivantes, la valeur d'arrivée retenue lors de la dernière révision.

BT47 = Dernière valeur connue de ces mêmes indices au mois de révision des prix.

Les prix révisés ne peuvent être applicables qu'après accord écrit du Service Achats du CEA/Grenoble sur la proposition du Titulaire, donné dans le mois qui suit la date de réception de la proposition du Titulaire.

Au cas où ces dispositions ne sont pas respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application rétroactive des anciens prix et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

# PENALITES

Outre les dispositions des Conditions Générales d’Achat du CEA relatives aux pénalités, qui s’appliquent dès lors qu’elles ne sont pas contraires aux dispositions qui suivent, le CEA peut appliquer les pénalités dans les cas et conditions suivantes.

* 1. **Pénalités pour retard d’intervention ou d’exécution**

En cas de non-respect des délais de réalisation fixés dans chaque marché subséquent, le Titulaire est passible d’une pénalité de 100 (cent) euros par jour calendaire de retard constaté à compter de l’expiration du délai contractuel concerné.

* 1. **Indicateurs applicables à l’accord-cadre.**

Il est, en outre, appliqué des pénalités dans les cas suivants :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Tâche ou Livrable | Indicateur calculé | Objectif | Description / méthode de calcul | Pénalité associée |
| Réunions de pilotage | Nombre de réunions de pilotage non réalisées | 100 % des réunions de pilotage réalisées | Nombre de réunions non réalisées | 200 € / réunion manquée |
| PPQSE | Nombre de jours ouvrés de retard au-delà du délai prévu | Document remis à la date prévue : T0+4 mois | Dépassement du délai de remise (Calcul par jours) | 100 € / jour de retard |
| Taux de réponse aux demandes | Nombre de demandes répondues | 100% des demandes répondues | Nombre de demande VS nombre d’offres technico-commerciales | 200 € / absence de réponse constatée |
| Respect des consignes pour la facturation | Dépose des factures sur le bon format et respect | Taux de satisfaction > 100% | Nombre de mois avec des factures non conformes | 200 € / facture non conforme |
| Respect des consignes pour demande d’avoir | Dépose des avoirs sous 10 JO | Respect des délais de dépôt | Nombre de jour de retard | 100 € / jour de retard |
| Référence des lignes BPU | Utilisation des lignes BPU avec indication des références | 100% des devis avec les références BPU | Nombre de devis non conforme | 200€/ devis non conforme |

* 1. **Non-respect d’une mise en demeure**

Outre les cas visés précédemment, toutes les fois où le CEA met le Titulaire en demeure de se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai fixé dans la mise en demeure, et dans tous les cas où le Titulaire ne respecte pas ce délai, le CEA peut lui appliquer une pénalité de 500 (cinq cents) euros par jour calendaire de retard.

* 1. **Modalités d’application des pénalités**

Il est précisé que si le CEA est amené à appliquer cinq fois sur une période de douze mois consécutifs des pénalités pour mauvaise exécution, il peut résilier le présent accord-cadre de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autres formalités juridiques ou judiciaires. Le Titulaire ne peut pas prétendre au versement d'une quelconque indemnité.

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires sur la facturation.

Les pénalités sont cumulatives et leur application est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle de l’accord-cadre. Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu’au jour de la notification de la décision de résiliation.

Les pénalités n’ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

* 1. Pénalités relatives à la clause d’insertion
     1. *Pénalité pour non-respect du délai d’information sur le suivi de la clause d’insertion de d’emploi*

En cas de non-respect des obligations précisées à l’article 6 de l’annexe 4 « Insertion et emploi » et suite à l’information délivrée par l’équipe Clause Emploi de Grenoble-Alpes Métropole, le CEA adresse au Titulaire un courrier recommandé lui enjoignant de respecter ses engagements.

Le Titulaire dispose alors d’un délai maximal de 7 jours à compter de la date de réception du courrier pour informer le CEA de la situation et des moyens qu’il met en œuvre pour assurer ses obligations contractuelles.

Le CEA se réserve la possibilité d’appliquer une pénalité forfaitaire de 500 euros, à compter de deux manquements à l’obligation de réponse précitée.

* + 1. *Pénalité pour non-respect d’exécution de la clause*

En cas de non-respect de l’obligation précisée à l’article 5 du présent marché, le CEA se réserve la possibilité d’appliquer une pénalité égale à 2 fois le SMIC horaire chargé par heure non réalisée ou non validée, après avis consultatif de l’Equipe Clause Emploi de Grenoble Alpes Métropole.

* 1. Par ailleurs, en dehors des cas prévus aux articles 19.1 à 19.5 -, toutes les fois où le CEA met le Titulaire en demeure de se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai fixé dans la mise en demeure, et dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas ce délai, le CEA peut lui appliquer une pénalité de 200 Euros par jour calendaire de retard.
  2. Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires sur la facturation.

Les pénalités sont cumulatives et leur application est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle du marché. Dans l’hypothèse d’une résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu’au jour de la notification de résiliation.

Les pénalités n’ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

# – CONDITIONS DE FACTURATION

Les travaux réalisés par marchés subséquents, objet du présent accord-cadre et réalisés dans le cadre des marchés subséquents émis par le CEA, font l’objet d’une facturation mensuelle avec toutes les taxes afférentes, de tous les travaux réceptionnés le mois précédent.

Chaque facture fait apparaître le récapitulatif des marchés subséquents, ventilés par imputation budgétaire selon le modèle présenté dans le dossier d’annexe « trame\_facturation\_integration\_GA ».

**Il sera demandé une version PDF pour dépose sur chorus et une version Excel par mail.**

# FACTURES - REGLEMENTS

* 1. **Modalités de facturation et règlement**

Conformément aux articles L2192-1 et suivants et D2192-2 du code de la commande publique complétés par l’instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l’Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l’instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

* - le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**
* - le code service **GRE-C** qui permettra d’aiguiller le traitement de la facture ;
* - le numéro d’engagement **(n°de marché/commande SAP)** composé de 10 chiffres
* l’adresse de facturation du CEA :

CEA de Saclay

S3C - Comptabilité fournisseur PC 75

91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex

FRANCE

Le délai de règlement est de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA sous réserve de l’acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives attestant de l’acceptation du CEA (PV) ou d’un événement ayant déclenché un terme de facturation doivent être transmises en même temps que les factures.

Dans l’hypothèse où une facture émise porte en tout ou partie sur des prestations fermes et optionnelles, le Titulaire doit décomposer le montant facturé en détaillant ce qui relève de la part ferme et de chaque option.

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l’émetteur.

# REGIME FISCAL

Le montant du marché est assujetti à la Taxe sur la Valeur Ajoutée au taux en vigueur le jour de son fait générateur. Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA. Le Titulaire du marché s’engage à indiquer sur ses factures s’il est autorisé par l’administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

# JURIDICTION COMPETENTE

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

# CONCLUSION DU MARCHE

Il est demandé au Titulaire de renvoyer le présent marché dûment signé.

**Fait à Grenoble en un exemplaire,**

Le

|  |  |
| --- | --- |
| **Pour le Titulaire,** | **Pour le CEA,** |

**Annexe n° 2**

**SPECIFICATIONS POUR LA LIVRAISON D'APPAREILS**

**OU D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES AU CEA/Grenoble**

**1. PRINCIPE DE LA DISTRIBUTION SUR LE SITE DU CEA/Grenoble**

**1.1 Réseau HT**

Triphasé 15 000 V - 50 Hz

Neutre à la terre par bobine de point neutre

. Depuis un transformateur 225/15 kV P = 80 MVA

. Intensité de court-circuit : 7 041 A

. Batterie de condensateurs de 7 272 kVa

**1.2 Réseau BT**

Triphasé 400 V depuis des postes 15 000/400 V sur boucle 15 kV.

Régime de neutre :

- 2 régimes coexistent sur le site IT - neutre isolé distribué

TN - neutre à la terre

**NOTA : *Il appartient au fournisseur avant mise en fabrication des équipements de se faire préciser par le donneur d'ordre le régime de neutre et la tension d'alimentation du bâtiment où sera implanté le matériel*.**

**2. DISPOSITIONS GENERALES**

**2.1 Conformité aux normes et décret en vigueur**

L'ensemble du matériel devra satisfaire aux Normes Françaises et décrets en vigueur, particulièrement au décret du 14 novembre 1988 sur la protection des travailleurs (régime protection du neutre, interconnexion des masses métalliques, défaut d'isolement, protection des travailleurs contre des masses mises accidentellement sous tension, protection contre les contacts directs avec des pièces sous tension).

Le câblage basse tension sera conforme à la NFC 15.100 et décrets d'application.

Pour les équipements mettant en oeuvre la haute tension, on s'assurera particulièrement de la mise en place des dispositifs d'asservissement par serrures, capots de protection, de l'élaboration des consignes d'exploitation, de l'habilitation du personnel intervenant.

**2.2 Raccordement basse tension des appareils amovibles (rack, pupitre, petit appareillage...)**

L'utilisation du fil scindex est interdite.

Tous les appareils doivent être alimentés par câble comportant un conducteur de protection incorporé.

Lorsqu'il est fait usage de connecteurs, les parties nues sous-tension doivent être inaccessibles.

**2.3 Isolement**

Les circuits basse tension auront un isolement supérieur à 0,5 M sous 500 V continu.

**2.4 Risques d'incendie**

Si le diélectrique est combustible, il est obligatoire de disposer d'une sécurité conforme aux prescriptions du décret du 14.11.88, article 42.4.

Pour les transformateurs ou autre appareillage contenant un diélectrique liquide, l'usage du PCB (pyralène) est interdit.

**3. DISPOSITIONS PARTICULIERES**

**3.1 Point de coupure**

Chaque installation aura un point de coupure électrique accessible et balisé.

**3.2 Renseignements à fournir**

Le constructeur précisera avant la mise en fabrication la valeur de la tension d'alimentation, la puissance maximum et si des précautions particulières doivent être prises en cas de manque de tension ou microcoupure.

**3.3 Notices et schémas**

Il sera fourni avec l'appareil ou l'équipement un plan d'implantation, les schémas de câblage puissance et commande avec la valeur de réglage des différentes protections conforme à la réalisation, une notice d'utilisation et de première intervention. Ces documents seront en **FRANCAIS**.

**3.4 Contrôle avant mise en service**

Toutes les installations ou équipements feront l'objet d'un contrôle à l'initiative du **CEA/Grenoble** par un organisme agréé.

Toute anomalie signalée sera corrigée par le fournisseur sans que celui-ci puisse argumenter une quelconque indemnité.

\*\*\*\*\*\*\*

**Annexe n°4 au projet de marché n°**

**INSERTION ET EMPLOI**

***Conformément à l’Article L2112-2 du Code de la Commande Publique, le présent marché comporte une clause d’exécution des prestations visant, entres autres, à promouvoir l’emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d’insertion et ainsi à lutter contre le chômage.***

*Pour le site de Grenoble du CEA, la mise en œuvre de cette clause est assurée par l’équipe Clause Emploi de Grenoble-Alpes-Métropole.*

Contact : Maryline GUIGNARD – Chargée Mission Clauses Emploi

Tél : 04.85 59 95 70 et 07 88 22 90 01 Mail : [maryline.guignard@grenoblealpesmetropole.fr](mailto:maryline.guignard@grenoblealpesmetropole.fr)

1. **PUBLICS PRIORITAIRES VISES**

**Les personnes concernées par cette action** sont :

**Les personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :**

* Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT
* Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire:
  + mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI),
  + salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI)
* Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée
* Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C)
* Personnes en parcours d'insertion au sein des GEIQ et respectant un autre critère d'éligibilité cité ci-dessous

**Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail**

* Les allocataires des minimas sociaux (RSA, ASS, AAH, AI, etc.)
* Les personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
* Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou ayant travaillé moins de 6 mois dans les 12 derniers mois.
* Demandeurs d’emploi seniors (plus de 50 ans) inscrit à France Travail ;
* Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
  + sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
  + diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
* Les jeunes de moins de 26, en suivi renforcé à la mission locale (de type PACEA, Contrat d'engagement Jeune, ou tous dispositifs similaires).
* Les demandeurs d’emploi habitant en quartier Politique de la Ville rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi
* Les personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée d'un partenaire de l'emploi
* Les participants du PLIE (Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi)

***Le choix des bénéficiaires devra néanmoins être fait dans le respect des éventuelles restrictions d’accès au centre du CEA liées à des contraintes de sécurité.***

1. **VALORISATION DES HEURES**

**Date de début de valorisation des heures** :

Le recrutement de la personne prioritaire doit être postérieur à la date de notification du marché.

Afin de favoriser le parcours d’insertion des personnes recrutées par l’entreprise Titulaire et faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l’attribution du marché et pendant son exécution, le titulaire peut solliciter, auprès de l’équipe Clause Emploi de Grenoble-Alpes Métropole, la globalisation des heures d’insertion au cas où elle serait attributaire d’un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d’insertion. Elle peut être déclarée recevable si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion. Les heures d’insertion doivent être réalisées dans le délai d’exécution de chacun des marchés concernés et sont affectées au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

**Durée de valorisation** :

Dans le respect des dispositions ci-dessus, une personne prioritaire est valorisable dans la même entreprise sur la durée de son contrat avec un maximum de 12 mois. Elle peut être valorisée sur 18 mois si elle a obtenu un CDI ou un contrat en alternance.

Une personne reste éligible au dispositif Clause Emploi, tous employeurs confondus, sur 24 mois à compter de la date de son premier contrat lié à une clause emploi.

**Dans tous les cas, la validation préalable de l’éligibilité des personnes bénéficiaires de la clause devra faire l’objet d’une demande** auprès de l’équipe Clause Emploi de Grenoble-Alpes Métropole.

1. **MODALITES DE MISE EN OEUVRE**

Pour satisfaire son engagement, le Titulaire peut :

* soit recruter directement les bénéficiaires au sein des catégories listées ci-dessus ;
* soit confier à une entreprise de travail temporaire d’insertion (ETTI) ou à une Agence d'Emploi (ETT), ayant signé la convention de partenariat avec Grenoble-Alpes Métropole pour la mise à disposition de personnel pour la réalisation de tout ou partie des heures d’insertion ;
* soit recourir à un groupement d’employeurs pour l’insertion et la qualification (G.E.I.Q.) pour la réalisation de tout ou partie des heures d’insertion ;
* soit sous-traiter ou co-traiter tout ou partie des heures d’insertion à une structure d’insertion par l’activité économique (SIAE) ou une structure du travail protégé ou adapté (STPA).

Les coordonnées des opérateurs cités sont disponibles sur

<https://emploi.grenoblealpesmetropole.fr/102-recrutement-via-clauses-emploi.htm#par525>

Les offres de services et les coordonnées des SIAE et STPA sont disponibles sur les sites :

[Les structures - Territoires Insertion 38 (ti38.fr)](http://ti38.fr/les-structures/)

<https://lemarche.inclusion.beta.gouv.fr/>

1. **L’ACCOMPAGNEMENT DE L’ACTION**

L’équipe Clause Emploi de Grenoble-Alpes Métropole s’engage à accompagner l'entreprise titulaire du marché.

Pour ce faire, elle mobilise, ses agents ou partenaires qui auront notamment pour mission :

* de suivre et de faciliter par tous moyens l’application de la clause, de mettre en relation les entreprises et les bénéficiaires potentiels ;
* de proposer des personnes susceptibles de bénéficier des mesures d’insertion avec le concours des organismes spécialisés et d’accompagner leur suivi.
* d’informer les entreprises sur les dispositifs et les accompagnements personnalisés.
* d’étudier les actions de formation professionnalisantes éventuelles, en lien avec les financeurs publics ;
* d'aider le titulaire à préciser ses besoins et les moyens par lesquels il compte réaliser ses engagements ;
* d'assurer un suivi de l'exécution de la clause durant toute la durée du marché.
* d’appuyer le titulaire en cas de difficulté à mettre en œuvre la clause

1. **SUIVI ET CONTROLE DE LA CLAUSE EMPLOI**

Pendant et à l’issue du marché, le CEAprocède avec le soutien du l’équipe Clause Emploi de Grenoble-Alpes Métropole au suivi et contrôle de l’exécution de la clause emploi. Le titulaire doit transmettre à l’équipe Clause Emploi de Grenoble Alpes Métropole, tous renseignements utiles permettant le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause emploi.

**Au démarrage du marché**

Dans un **délai de 1 mois à compter de la date de notification du marché ou de l'ordre de service N° 1 – début de la phase de préparation du chantier –** le Titulaire informe par courriel l’équipe Clause Emploi de Grenoble Alpes Métropole des dispositions qu'elle compte prendre pour assurer le respect de la clause emploi.

En cas de sous-traitance, le titulaire informe l’équipe clause emploi de la répartition des heures sous-traitée dès le démarrage de l’intervention du sous-traitant.

**Avant l’embauche**

Le Titulaire informe par mail l’équipe clause emploi de l’embauche à venir (date de démarrage et durée de la mission, partenaire éventuel).

* Dans le cas d’un recrutement direct, le Titulaire envoie les documents permettant la vérification de l’éligibilité (liste des documents concernés sur emploi.grenoblealpesmetropole.fr)
* en cas de mise à disposition, le titulaire informe l’équipe clause emploi du nom du partenaire de recrutement et des coordonnées mail et téléphoniques de la personne contact. Il demande au partenaire de prendre contact avec l’équipe clause emploi pour valider l’éligibilité de la personne retenue. Pour les agences d’emploi conventionnées, la fiche orientation remplie par un partenaire de l’emploi permet d’attester l’éligibilité au dispositif.
* en cas de sous-traitance à une SIAE ou une STPA, le titulaire informe le partenaire de son obligation clause emploi et des modalités de suivi de la clause emploi.

**Au moment de l’embauche ou au plus tard 1 mois avant la fin du marché :**

Le titulaire informe l’équipe clause emploi de la réalisation de son engagement :

* En cas d’embauche directe : envoi du contrat de travail
* En cas de mise à disposition ou de sous-traitance à une SIAE ou STPA, le titulaire demande au partenaire d’envoyer mensuellement le tableau de suivi (tableau en téléchargement sur le site emploi.grenoblealpesmetropole.fr)

**6. INFORMATIONS RELATIVES AUX DONNEES PERSONNELLES**

Le titulaire est informé que les actions d’accompagnement, de suivi et de contrôle des actions d’insertion pour lesquelles le titulaire du marché s’est engagé sont confiées à Grenoble-Alpes Métropole. Ces données seront traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l’Alliance Villes Emploi, qui a fait l’objet d’une déclaration à la CNIL.

A ce titre, le titulaire doit informer les bénéficiaires, les représentants de l’entreprise, les représentants de tous partenaires impliquées dans la mise en application de la clause que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause emploi.

Grenoble-Alpes Métropole est responsable du traitement des données collectées.

Le traitement est nécessaire à l’établissement de la relation contractuelle entre le titulaire et le CEA**,**

Les données sont conservées pendant une durée de 48 mois à partir du 1er jour de la mise en poste du bénéficiaire et 24 mois après la fin de la période concernée.

Ces données sont destinées à l’équipe Clause Emploi de Grenoble-Alpes Métropole et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d’intervenir et d’accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment, pour le bénéficiaire, de demander l’accès, la rectification, l’effacement, la portabilité ou la limitation des données le concernant, ou de s’opposer à leur traitement, en contactant le service concerné par courriel à l’adresse : [clause.emploi@grenoblealpesmetropole.fr](mailto:clause.emploi@grenoblealpesmetropole.fr) ou en contactant le Délégué à la protection des données :

* DPO par [voie électronique](https://services.demarches.lametro.fr/administration/contacter-le-delegue-a-la-protection-des-donnees/) (formulaire sur demarches.grenoblealpesmetropole.fr) ;
* Ou par courrier postal à l’adresse suivante :

Le délégué à la protection des données

Grenoble-Alpes Métropole - Le Forum

3, rue Malakoff - CS 50053 - 38031 Grenoble cedex

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n’est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l’Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l’impossibilité de donner une suite à ce positionnement sur le dispositif clause emploi.